

Guerre mondiale 1914 – 1918

Dix anciens Secrétaires de la Conférence du Stage du Barreau de Paris dans le Gouvernement de guerre

Lorsqu'éclate la guerre de 1914, la France est dirigée par un ancien secrétaire de la Conférence, **Raymond Poincaré**, premier secrétaire, à 22 ans, de la promotion de 1882-1883, élu 10^{ème} Président de la République le 18 février 1913.

S'il a déjà croisé, au cours de sa brillante carrière politique, d'autres anciens secrétaires comme **Louis Barthou**, 6^{ème} secrétaire de la promotion de 1886-1887, c'est pendant les années de guerre qu'il sera le plus souvent amené à collaborer avec d'autres anciens secrétaires tels René Viviani, Alexandre Millerand et Alexandre Ribot, entre autres. **La Grande Guerre va être, en France comme dans beaucoup de pays d'Europe, l'occasion de bouleversements considérables dans l'organisation institutionnelle de la vie politique et d'une remise en cause complexe des relations entre le Gouvernement, l'état-major des armées et le parlement qui, tous, subissent de plein fouet le chaos que représente cette guerre qui ne devait pas durer et qui dura quatre ans.**

Le trait dominant de ces bouleversements tient en deux mots : l'Union sacrée.

Le concept d'Union sacrée, en écho à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, le 3 août 1914, apparaîtra pour la première fois dans le discours de Raymond Poincaré lu dès le lendemain à la Chambre des Députés par le Président du Conseil, René Viviani.

René Viviani connaît bien Raymond Poincaré qu'il accompagnait déjà, le 16 juillet 1914, en Russie, lors de sa visite d'État en sa qualité de chef du Gouvernement, visite qui, avec le recul, et malgré ce qu'en a dit Poincaré dans ses mémoires, n'est sans doute pas pour rien dans l'aggravation des relations internationales et dans l'escalade vers la guerre.

Cet ancien **premier secrétaire de la promotion de 1889-1890** a été appelé à la tête du Gouvernement comme Président du Conseil, en même temps qu'il détient le portefeuille des Affaires étrangères, comme c'était alors l'usage.

Remplacé à ce dernier poste par Gaston Doumergue dès la déclaration de guerre de l'Allemagne, il réforme son Gouvernement à

compter du 26 août en y faisant entrer comme Ministre de la Guerre, un autre ancien secrétaire de la Conférence, Alexandre Millerand, 7^{ème} secrétaire de la promotion de ... Raymond Poincaré.

Il y fait aussi entrer **Alexandre Ribot**, premier secrétaire de la promotion de 1865-1866, comme Ministre des Finances.

Alexandre Ribot a été un des grands artisans de l'entente avec la Russie, consacrée par la visite de la flotte française en 1891 à Cronstadt (ce qui explique que tant de quais en France portent le nom de cette ville).

Il est à noter qu'Alexandre Millerand et Alexandre Ribot représentent, dans le deuxième Gouvernement Viviani, des positions antagonistes qui appartiennent plutôt le premier à ce que nous appellerions aujourd'hui « l'extrême gauche » et le second au mouvement républicain modéré.

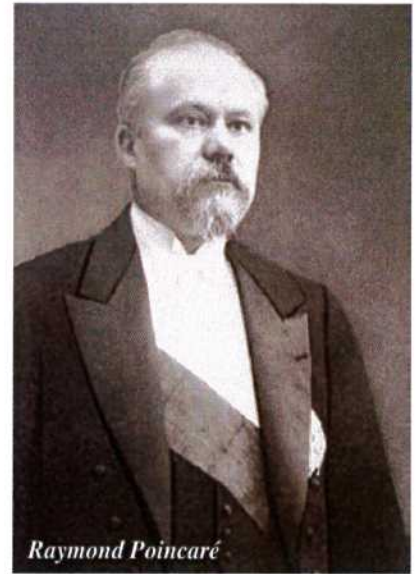
Mais l'Union sacrée, recherchée par Viviani et Poincaré, justifiait bien un tel mélange idéologique... En octobre 1915, le Gouvernement de René Viviani cède la place à Aristide Briand qui devient Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

Ce Gouvernement (qui sera dissout le 12 décembre 1916) est encore composé de René Viviani (qui, outre le ministère de la Justice, verra ses compétences étendues à l'Instruction publique et aux Beaux-arts) et d'Alexandre Ribot (qui restera aux Finances), jusqu'au 17 mars 1917.

A cette époque Alexandre Ribot est appelé à constituer (pour la cinquième fois de sa carrière politique), un Gouvernement (éphémère, puisqu'il sera dissout le 7 septembre suivant) reconduisant René Viviani à la Justice, lui-même cumulant, comme son prédécesseur, ses fonctions de Président du Conseil avec celles de Ministre des Affaires étrangères.

Il y fait rentrer un autre ancien secrétaire de la Conférence, comme Ministre d'État, d'octobre 1915 à décembre 1916, puis comme Ministre du Travail et de la prévoyance sociale : **Léon Bourgeois**, 8^{ème} secrétaire de la promotion 1875-1876.

Léon Bourgeois redeviendra Ministre en septembre 1917, en même temps qu'il sera membre du Comité de Guerre, dans le Gouvernement Painlevé.



Raymond Poincaré

Lorsque Paul Painlevé est appelé à constituer un Gouvernement, le 12 septembre 1917 (et pour encore moins de temps que son prédécesseur, puisque son Gouvernement ne durera que jusqu'au 16 novembre 1917) il garde Alexandre Ribot aux Affaires étrangères jusqu'au 23 octobre, avant de le remplacer par Louis Barthou, ancien secrétaire déjà cité.

Louis Barthou, 6^{ème} secrétaire de la promotion de 1886-1887, aura un destin hors du commun : ce fils de quincailleur des Pyrénées Atlantiques, devient, à vingt-quatre ans, docteur en droit et secrétaire de la Conférence, en 1886.

« Monté à Paris » après avoir été inscrit au barreau de Pau et avoir mené de front ses carrières d'avocat, de rédacteur en chef et de journaliste, il est élu député puis sénateur et devient Ministre à 32 ans, avant d'accéder, en 1909, au poste de Garde des Sceaux qu'il conserve jusqu'en 1910, avant d'y être rappelé au début de 1913.

Louis Barthou avait quitté la vie politique au début de la guerre de 14, après que son fils ait été tué au



Louis Barthou



René Viviani



Léon Bourgeois



Alexandre Ribot

front ; c'est donc mû par un sens aigu de la Patrie qu'il revient aux affaires.

Mais il aura un destin tragique puisqu'il sera tué lors de l'attentat contre le roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille, le 9 octobre 1934.

Un autre ancien secrétaire de la Conférence au destin tragique entre au Gouvernement Painlevé : **Pierre Masse, premier secrétaire de la promotion 1906-1907.**

Pierre Masse est nommé sous-secrétaire d'État à la Guerre chargé de la Justice militaire.

Tout le barreau connaît la fin tragique de Pierre Masse qui mourra en déportation en 1942, non sans avoir demandé au Gouvernement de Vichy si ses origines juives, qui lui avaient valu d'être exclu du Barreau, devaient l'amener à « *retirer leurs galons à [son] frère, sous-lieutenant au 36^{ème} régiment d'infanterie, tué à Douaumont en avril 1916, à [son] gendre, sous-lieutenant au 14^{ème} régiment de dragons tué en Belgique en mai 1940, à [son] neveu, Jean-Pierre Masse, lieutenant au 23^{ème} colonial, tué à Rethel en mai 1940.* »

Et si beaucoup d'avocats connaissent Pierre Masse, c'est pour la lettre bouleversante qu'il envoya à son bâtonnier le jour de son départ de Drancy pour Compiègne où il pensait qu'il allait être fusillé, le 14 décembre 1941 : « *Je suis appelé. Je vais probablement mourir. Je suis venu ici comme avocat. Je mourrai, j'espère, dignement, pour ma patrie, ma foi et mon Ordre. Dites à mes confrères que je les remercie des honneurs qui ont accompagné ma vie professionnelle. J'en emporte une juste fierté. Je vous reconduis mon fils. Je finirai en soldat de la France et du droit que j'ai toujours été...* ».

Fin terrible pour Pierre Masse qui se sera, dans le Gouvernement Painlevé, consacré aux affaires de son pays. Enfin, toujours dans le Gouvernement Painlevé, un autre ancien secrétaire, **Anatole de Monzie**, a été nommé sous-secrétaire d'État aux transports maritimes et à la Marine marchande.

Cette haute figure du barreau, **deuxième secrétaire de la promotion 1900-1901**, a occupé diverses fonctions ministérielles dès 1902 et a poursuivi une longue carrière parlementaire comme député du Lot, conseiller général, maire de Cahors, sénateur puis député du Lot à nouveau, avant d'entrer, pour la première fois, au Gouvernement Louis Barthou comme sous-secrétaire d'État, en 1913 ; il revient donc au même poste en 1917, dans le Gouvernement Painlevé.

En novembre 1917, **Raymond Poincaré** appela **Georges Clemenceau**, « le Tigre », à la tête du Gouvernement, ce qui se traduisit rapidement par une forme de dictature de salut public mais qui conduisit néanmoins à l'Armistice du 11 novembre 1918, au grand dam de l'État-major



Alexandre Millerand

qui aurait bien poursuivi le conflit, car les Alliés avaient indéniablement repris le dessus, mais au grand soulagement de la population littéralement exsangue.

Dans ce Gouvernement de combat, le « père la Victoire » confie deux sous-secrétariats d'État à des anciens secrétaires de la Conférence : **Jules Jeanneney (deuxième secrétaire de la promotion Viviani en 1889-1890)** nommé auprès de la présidence du Conseil et **Henry Lémery (de la promotion 1899-1900)** aux Transports maritimes et à la Marine marchande ; en revanche, il se sépare de tous les autres secrétaires dont nous avons parlé et qui ne reviendront au Gouvernement que le 20 janvier 1920, avec à sa tête Alexandre Millerand (pour peu de temps puisqu'il remettra sa démission le 18 février suivant, date à laquelle Raymond Poincaré quittera l'Élysée).

Raymond Poincaré et Alexandre Millerand ont un destin croisé étonnant : ils se connaissent bien lorsqu'ils se retrouvent aux affaires puisqu'ils étaient le premier et le septième secrétaires de la promotion 1882-1883.

Leur rencontre politique remonte pour la première fois à 1912, lorsque le Président Fallières appela Raymond Poincaré pour constituer (déjà) un cabinet d'Union Nationale.

On a vu ci-dessus toutes les occasions qu'ils ont eues ensuite de collaborer aux affaires du pays.

Le destin fera qu'ils se retrouveront après la guerre, le 15 janvier 1922, mais cette fois Raymond Poincaré en tant que Président du Conseil, et Millerand en tant que Président de la République...

En effet, Alexandre Millerand avait succédé à Paul Deschanel comme Président de la République, le 23 septembre 1920, après la démission de ce dernier au bout de quatre mois de mandat.

Millerand démissionnera à son tour le 11 juin 1924, et reviendra au barreau pour être réélu (ce qui était inhabituel à l'époque) membre du conseil de l'Ordre.

Ayant décliné l'offre qui lui avait été faite en son temps de renouveler son mandat de Président de la République, Raymond Poincaré préférera, lui aussi, regagner le Palais où il reprit son activité d'avocat et où il fut même élu bâtonnier de son ordre, en 1931.

Présidents de la République, académicien ou membre de l'Institut, bâtonnier de Paris ou membre du conseil de l'Ordre, Raymond Poincaré et Alexandre Millerand incarnent, à eux seuls, l'influence du Barreau sous la Troisième République, « la république des avocats ».

Il est probable que les liens d'amitié et d'estime qu'avaient su créer entre eux les dix anciens secrétaires dont on vient de citer les noms, leur ont permis d'accomplir avec courage un travail Gouvernemental efficace en une période troublée où tous les repères avaient disparu, à l'exception de l'intérêt général.

Travail efficace, car la plupart de ces anciens secrétaires ont occupé des ministères prestigieux, qu'il s'agisse des Affaires étrangères, pour René Viviani ou pour Alexandre Ribot, du ministère de la Guerre pour Alexandre Millerand ou des Finances, pour Alexandre Ribot, encore, sans parler de la présidence du Conseil (Viviani).

Travail efficace, car, comme chef d'un Gouvernement de guerre, René Viviani a su faire preuve d'habileté, en usant de la nomination de Ministres sans portefeuille, qui avaient disparu du paysage Gouvernemental depuis le second Empire, dans le seul but de s'assurer d'un consensus parlementaire, procédé politique qui fera florès jusqu'en 1917.

Quant au courage, Raymond Poincaré l'incarne bien, lui qui, s'étant fréquemment déplacé dans les tranchées ou sur le front, tout au long de la guerre, s'est entendu dire par la Chambre des députés que « le Président Poincaré a bien mérité de la Patrie ».

Face à l'effort de guerre, on peut dire que ces dix secrétaires de la Conférence « ont bien mérité de la Patrie ».

2014-685

Stéphane Lataste

Ancien secrétaire de la Conférence
L'auteur tient à remercier Yves Ozanam,
archiviste de l'Ordre des avocats du Barreau de
Paris, pour son précieux travail de relecture



Henry Lémery



Anatole de Monzie



Jules Jeanneney



Pierre Masse

Photo: D.R.